

Une Nouvelle Corse promeut l'idée d'un grand emprunt insulaire

Il s'agit pour le jeune mouvement politique libéral, dissident de l'UMP, de solliciter les épargnants corses afin qu'ils soient acteurs du développement économique basé sur les nouveaux gisements d'emplois

Après les cruels revers qu'elle a subis, la famille libérale corse est à la recherche d'un souffle nouveau. À côté de l'UMP dont les cadres ont été rajeunis, la branche dissidente, Une Nouvelle Corse, se définit volontiers comme une droite moderne et régionaliste.

Portée par Jean-Martin Mondoloni et Marie-Antonette Santoni-Brunelli, l'UNC s'est structurée, elle s'installe progressivement dans le paysage politique insulaire, la naissance électorale prochainement dite interviendra aux territoriales de 2014. Mais ce jeune mouvement a déjà le mérite d'avoir choisi son camp entre ceux qui font de la politique avec l'économie, et ceux qui font de l'économie une politique. Dans cet esprit, il prône un modèle de développement qui rend l'ensemble de la société corse solidaire de sa réussite. Et englobe toujours le tourisme, le BTP, l'agriculture, piliers incontournables (et à consolider) des « petites économies insulaires » seules capables de tirer leur épingle du jeu de la mondialisation.

« L'épargne corse pour des projets corses »

Avec le soutien de Sylvain Fanti

pour la partie technique, Jean-Martin Mondoloni esquisse le modèle préconisé par Une Nouvelle Corse, résolument orienté vers les gisements d'emplois que représentent le développement durable et l'économie numérique :

« Pour relever ce challenge, qui fait partie de notre ADN, nous sommes allés voir, il faudrait investir 100 M€ par an sur dix ans. Les moyens publics le permettraient-ils aujourd'hui ? La réponse est non. Les Corses doivent depuis trop longtemps du rythme des rejets, Paddock, incinérateurs, centrales thermiques au fioul, etc. Ce que nous proposons, c'est que les Corses ne soient plus dans la posture de subir les choses, mais de les anticiper, de devenir leurs propres acteurs du développement, en souscrivant à un contrat de génération ».

Concrètement, pour financer les domaines d'activités économiques de pointe, y compris les énergies renouvelables, l'idée maîtresse est de lancer un « grand emprunt » auprès des épargnants corses (selon des sources, le volume d'épargne oscillerait ici entre cinq et dix milliards) pour qu'un avenir innovant, à la fois porteur d'em-



L'équipe du mouvement Une Nouvelle Corse a tenu sa conférence de presse au Best Western de Bastia.

ploi et de valeurs écologiques, soit finalement assuré par les Corses eux-mêmes. « Il s'agit de mettre le paquet là où l'insécurité est un atout et pas un handicap, au lieu de financer les projets du Continent, l'épargne corse soutiendrait ses propres projets. On ne peut pas être bons partout, soyons performants dans les secteurs où c'est possible ».

Des guichets uniques dans les bassins de vie

Le projet ne s'épanouira pas en vase clos. L'Etat et l'Europe devront l'avaliser car il faudra mettre parallèlement en œuvre un dispositif de désincalcation via l'instauration sur cinq ans d'une zone franche. Il s'agira surtout d'établir un guichet unique pour

les porteurs de projets et créateurs d'entreprises : « Ils doivent trouver en un lieu unique l'ensemble des partenaires, CTC, chambres consulaires, départements, grandes agglomérations, services de l'Etat, organismes de garanties bancaires, etc. Ces guichets uniques, ces maisons du développement, doivent exister dans tous les bassins de vie de la Corse ».

Une Nouvelle Corse sait bien qu'il faut détenir les rênes du pouvoir territorial pour espérer mener ce projet de grand emprunt à bon port.

Comme elle a tout aussi conscience que le quart d'amarrage n'est pas encore à portée de vue.

JEAN-MARC BRAFFELLI